

BONNES
FÊTES
À TOUTES ET TOUS

EL FEM

les femmes de gauche affichent l'unité d'action

En marge – pourquoi en marge, d'ailleurs ? – du Congrès du Parti de la gauche européenne, dont le Parti communiste est partie prenante, de nombreuses féministes européennes, ainsi que quelques hommes féministes, se sont retrouvés pour faire un bilan, échanger et mettre en commun leurs expériences et points de vue, les 2 et 3 décembre derniers. Dans une ambiance à la fois chaleureuse et révoltée, l'étendue du recul que subissent toutes les femmes d'Europe a été mesurée.

En Finlande, le secteur public qui emploie des femmes est privatisé, créant ainsi un chômage féminin inquiétant. En Catalogne, le gouvernement de droite qui vient d'arriver au pouvoir détruit méthodiquement une à une les avancées qu'avaient obtenues les femmes. Au Danemark, les féministes sont choquées de voir des conservateurs justifier leur racisme et leur politique xénophobe par le respect du droit des femmes. En Grèce, les syndicalistes femmes se font licencier presque systématiquement. En Pologne, un avortement est comparé à l'holocauste...

Et dans la salle, des murmures écœurés de ne pas être surpris : « C'est partout pareil : la situation des femmes recule et se dégrade sous prétexte de crise »

Pour combattre ce retour en arrière, défendre et conquérir droits et égalité, c'est à la fois le système capitaliste, le patriarcat et l'influence des religions sur la chose publique et sur la vie privée auxquels il faut s'attaquer. Ainsi, à droite, conservatisme et libéralisme ne s'opposent guère sur le rôle qu'ils destinent aux femmes. « Mais la social-démocratie marche avec eux sur cette question ! Regardez chez nous ! » répète une camarade grecque qui n'en peut plus de voir se faire licencier ses amies enceintes. La Grèce... ce pays dirigé par un social-démocrate grec, président de l'internationale socialiste aux ordres du FMI, donc de Dominique Strauss-Kahn.

Mais si la claque a été dure à recevoir pour celles qui se faisaient encore quelque illusion sur l'immutabilité des droits considérés comme acquis, il n'en demeure pas moins que l'abattement n'a pas pu siéger en ce 3ème Congrès de la FEM. Des liens ont été tissés entre féministes ; liens à la fois internationaux, mais également nationaux. C'est ainsi que Lille et Nice ont prévu de s'inviter mutuellement et de se tenir informées de leurs réflexions et actions.

Reparties toutes regonflées et avec l'envie d'en découdre, il est clair que multiplier nos rencontres, faire converger nos luttes et revendications, ainsi que marcher avec toutes les féministes avec lesquelles nous sommes d'accord sur l'essentiel, est devenu nécessaire et urgent. Mais s'il nous apparaît incontournable de discuter, alerter la population reste fondamental.

Ainsi, le 8 mars prochain, centième anniversaire de la journée des droits des femmes, nous rendrons visibles, en même temps et de la même manière partout en Europe, les murs qui cloisonnent les femmes dans un rôle qu'il est temps de dépasser.

Nous exigeons la liberté. Nous exigeons l'égalité. Nous exigeons la dignité. Et nous les conquerrons.

Lise Toussain

responsable *Droits des femmes/féminisme* Fédération du Nord

Féminisme Commu

sur le site du PCF
www.pcf.fr/femmes

commission

Droits des femmes/féminisme

DÉCEMBRE 2010

Activité de la commission nationale

Assemblée de *El Fem* Pages 2-5

Action contre la réforme des retraites Page 6

Initiative de solidarité avec les Iraniennes Page 7

IVG, contraception droits des femmes Page 8

Activité unitaire

Loi contre les violences comité de vigilance Page 9

Agenda Page 10



EL FEM: UNE RENCONTRE DES FEMMES EUROPÉENNES

Venues de Pologne, de Lituanie, d'Allemagne, d'Espagne, d'Autriche, de Grèce, du Portugal, de Finlande, de Suède, de France et d'autres pays d'Europe, à l'occasion de la tenue du congrès du PGE qui se tenait à Paris, les féministes ont discuté jeudi soir et vendredi matin, sans tabous ni réserves.

Voici quelques éléments des débats. D'autres camarades de El Fem nous transmettront leurs interventions dans les prochains jours et nous ne manquerons pas de vous les faire parvenir.

impulser des luttes communes

Après une soirée très chaleureuse entre féministes européennes, membres du PGE ou pas, jeudi soir à la Fédération du Val-de-Marne du PCF, Laurence Cohen accueillait de nouveau les militantes et militants présent-e-s à l'ouverture de l'assemblée de El Fem.

Bienvenue aux militantes et militants de *El Fem*, j'espère qu'en cette matinée de réflexion, nos travaux vont nous permettre de construire, face aux politiques néolibérales, des actions communes dont nous avons tant besoin à l'échelle de l'Europe.

Nous avons déjà eu l'occasion dans les précédents congrès de travailler ensemble et d'impulser des luttes, cependant face à la crise il est essentiel que nous puissions franchir une nouvelle étape. Pour y parvenir, les travaux de notre assemblée devront se situer au cœur même du congrès du PGE et non à part. Nous devons exiger de mener des combats communs et mixtes. Si vous en êtes d'accord, cette proposition sera faite dès cet après-midi à l'ouverture du congrès.

Comme l'ont rappelé Aminata Diouf et nos amies françaises, polonaises, finlandaises, grecques, hier soir, la situation des femmes en Europe ne cesse de se dégrader au fur et à mesure que les pays s'enfoncent dans la crise. Chacune a pointé l'évolution des inégalités salariales, la destruction des acquis sociaux, la casse des services publics, l'augmentation considérable de la précarité et la croissance de la pauvreté des femmes en Europe.

Aucun domaine n'est épargné, et partout on assiste à une remise en cause du droit à pouvoir disposer de son corps avec des attaques contre le remboursement de la contraception et des fermetures de centres d'IVG.

À partir de cet état les lieux, il est indispensable de réfléchir ensemble et de dégager des propositions d'actions.

Par exemple, après les féministes espagnoles, qui se sont battues pour obtenir une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, les Françaises ont pris le relais et se sont battues durant 4 ans pour obtenir l'équivalent à la loi espagnole. Grâce à une mobilisation unitaire et opiniâtre, un premier succès a été obtenu avec le vote d'une loi qui, sans être globale, reprend nombre d'articles de la loi élaborée par les féministes françaises. Actuellement les Espagnoles, comme les Françaises, poursuivent l'action pour obtenir les moyens de son application. D'autres exemples peuvent être abordés comme « la clause de l'Européenne la plus avancée », qu'en pensez-vous ?

En tout état de cause, toute nouvelle conquête ne peut s'obtenir que portée par un rassemblement large, c'est une pratique du mouvement féministe.

Mais où en est-on aujourd'hui ? Ne peut-on imaginer définir une action symbolique et similaire le 8 mars prochain, dans tous les pays européens, rendant visible notre rassemblement sur la question fondamentale pour toute transformation de la société, celle de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ?

Notre assemblée va engager ses travaux et je nous souhaite de construire, à l'échelle de l'Europe des actions communes, des rassemblements des femmes de gauche, partout, pour imposer nos droits et une alternative politique à celle totalement dévastatrice qu'est le néolibéralisme.

EL FEM: UNE RENCONTRE DES FEMMES EUROPÉENNES

le PCF s'en mêle

Dans le cadre de la discussion, **Élisabeth Ackermann** est intervenue pour le PCF

Entre hier soir et ce matin, plusieurs intervenantes des différents pays européens présentes à notre assemblée ont dépeint une situation assez dramatique que connaissent les femmes partout en Europe.

Malgré des années de luttes pour conquérir des droits, les crises économiques combinées aux politiques néo-libérales ont des effets dévastateurs sur tout ce qui permet aux femmes de gagner en émancipation.

Notre pays n'est pas épargné avec la casse de la santé publique et des centres IVG, des retraites, de la parité avec la réforme des collectivités territoriales, des mesures en tout genre qui brisent peu à peu la possibilité de conquérir des droits en liberté, en autonomie et en égalité.

Les inégalités refont surface, ici, en France et dans tous les pays d'Europe, malgré quelques directives européennes en faveur des femmes qui ne sont d'ailleurs que rarement appliquées dans nos propres pays. Face à une situation politique aussi dure, où des années de luttes sont remises en cause par le gouvernement actuel, nous sommes amenées de plus en plus à riposter et à agir pour le maintien de nos droits, alors que nous devrions poursuivre et amplifier nos luttes pour la conquête de nouveaux droits.

Nous devons parallèlement remettre bout à bout les mesures prises par le gouvernement Sarkozy contre l'égalité femmes/hommes, pour démontrer la cohérence d'une politique de casse des droits (retraite, santé, éducation nationale),

mais aussi pour maîtriser la situation, donner force aux mouvements sociaux, et enfin opposer une alternative politique.

Les questions que nous impose la situation sont : quelles actions, quel rassemblement pour une réelle politique de gauche ? Notamment parce que nous avons connu droite et gauche en alternance au pouvoir sans que cela apporte un réel progrès humain. Même si je ne tire pas un trait d'égalité entre gouvernement de droite et de gauche, évidemment.

Il est donc urgent pour nous, militantes et militants de la commission nationale *Droits des femmes/féminisme*, outre de manifester notre solidarité auprès des femmes du monde en proie aux actes de barbarie comme la lapidation, de créer les conditions du rassemblement aux côtés des mouvements féministes pour obtenir une loi cadre contre les violences, aux côtés du planning familial pour le maintien des centres IVG.

Nous sommes de tous les combats contre la remise en cause des droits des femmes. En tant que Parti, nous agissons aussi avec les mouvements féministes radicaux. Nous n'avons pas d'autres choix que de réfléchir au rassemblement le plus large avec les féministes, les syndicalistes, les hommes et les femmes de la société civile, les hommes et les femmes de gauche, pour construire un projet populaire partagé et faire œuvre utile pour rassembler à gauche vraiment et construire ensemble le progrès humain.

EL FEM: UNE RENCONTRE DES FEMMES EUROPÉENNES

Josette Rome Chastanet, membre de l'IFE,
nous livre son impression à l'issue des travaux de l'assemblée *El Fem*

La plus provocante (au sens positif et rupteur): lorsque Laurence, présidente de séance, propose de porter devant le Congrès le refus d'accepter que les féministes du PGE soient dorénavant isolées du débat commun des délégué-e-s (assemblée de *EL FEM* « avant », pendant que s'élaborent dans les commissions de travail les propositions stratégiques futures du PGE, excluant de facto le féminisme comme composante majeure de celles-ci ?)

La plus dynamique : une volonté de construire un rapport des forces féministes qui pèse réellement sur les choix politiques et en s'ouvrant à d'autres forces féministes pour élaborer des propositions concrètes en ce sens (travail des ateliers...)

La plus statique : en rester, encore ! à la défense – voire à l'élargissement – des DROITS des femmes, sans oser travailler la question de la place du féminisme comme condition politique basique de toute stratégie révolutionnaire, ceci nécessitant non seulement une interpellation des partis politiques, mais un débat commun les réinterrogeant sur les choix fondateurs et les stratégies qui en ont découlé. Pour dire bref, comme J.Derrida : il faut, au milieu du chemin vers le futur, s'arrêter et regarder en arrière si l'on veut avancer.

La moins convaincante : prôner le consensus comme règle de fonctionnement. Selon moi, le consensus ne peut être qu'un palier nécessaire, seules la confrontation des idées, leur mise en débat dans et hors du réseau, leur expérimentation peuvent induire les ruptures nécessaires au nouveau.

La plus problématique : le statut de *EL FEM* dans le PGE : dedans ? Autonome ? Cette question, à n'être pas menée au bout, en reste à des positions statiques, voire conflictuelles, qui prennent parfois des allures de lutte pour le pouvoir : dommageable pour tout le monde. Le fonctionnement ne peut être précisé qu'en fonction d'une stratégie.

La plus navrante : les huées pour un féministe venant apporter des propositions... Autant j'approuve le souci de préserver la parole des femmes dans des lieux non mixtes, autant je pense que les hommes ne sont pas nos ennemis, mais doivent devenir des alliés agissants du féminisme. S'ils sont du groupe social des dominateurs de sexe, les femmes, elles, ne sont pas innocentes lorsqu'elles reproduisent aussi cette domination.

Anne Chantran, responsable de la commission *Autonomie des femmes* du CNDF
(*Collectif national droits des femmes*)

Le constat était intéressant : la situation semble la même et s'aggraver dans toute l'Europe quant aux droits des femmes, face à la politique libérale européenne et les politiques d'austérité, même dans les pays du Nord comme la Finlande où, s'il y a une égalité juridique formelle, cela n'a pas beaucoup changé dans la réalité.

C'est en régression dans les pays de l'Est européen, par exemple en Pologne, par rapport à l'avortement, en raison de l'influence de l'église catholique.

J'ai regretté que l'on n'ait pas le temps de parler un peu plus des luttes et de leur organisation dans le mouvement social dans les différents pays, même si la copine espagnole en a un peu parlé en fin de rencontre.

La question qui demeure est, pour moi, comment nous organiser en lien entre nous et nos différents pays. Pour ma part, je pense qu'il faut des suites et d'autres rencontres.

EL FEM: UNE RENCONTRE DES FEMMES EUROPÉENNES

El Fem s'adresse à l'ensemble des congressistes du PGE

**Laurence Cohen a, au nom de l'assemblée de El Fem,
porté le message de protestation suivant**

Bonjour à toutes et à tous.

Une seule matinée, lors de l'Assemblée des femmes, pour faire le constat terrible de la situation des femmes dans tous les domaines de la vie et dans tous les pays européens, a été largement insuffisant.

Moment trop court, non seulement pour faire un état des lieux réel, mais également pour bien mesurer la force des mobilisations exceptionnelles des Européennes.

Alors, nous avons organisé une soirée supplémentaire permettant la rencontre des féministes du PGE et des associations féministes françaises.

Ces moments ont été riches et nous voulons les restituer à plusieurs voix devant le Congrès.

Pour ma part, je suis chargée de vous faire part d'une protestation solennelle de l'Assemblée des femmes :

- **une demi-journée en amont du Congrès n'est pas suffisante et doit faire partie intégrante de nos travaux**
- **pour nous, le féminisme est rebelle, subversif et révolutionnaire. Il constitue donc l'un des leviers de toute transformation de la société.**

Nous portons un double combat, contre le capitalisme et contre le patriarcat, deux systèmes d'aliénation qui se nourrissent l'un l'autre.

Ces deux combats doivent se retrouver au cœur des travaux du PGE. Alors, pour les prochains Congrès, il faut en tenir compte en modifiant nos pratiques. Aucune question ne doit être esquivée et celle de l'exercice du pouvoir, y compris en interne, pas plus que les autres.

Les féministes du PGE veulent participer à TOUTES les discussions, ce qui est impossible aujourd'hui.

Soyons attentifs dans nos comportements à créer les conditions d'un large rassemblement, pour libérer nos sociétés de toutes les aliénations et de toutes les discriminations.

Vous allez voir, dans la synthèse présentée par Christiane Reyman, que les combats pour y parvenir ne manquent pas.

Vous allez entendre Maité Mola décrire le rôle précieux mais insuffisant joué par notre réseau EL FEM.

Ensemble, nous devons gagner l'égalité réelle entre les hommes et les femmes dans tous les pays européens. Y parvenir, c'est tirer vers le haut l'ensemble des droits pour toutes et tous, c'est ouvrir une alternative à gauche, c'est redonner l'espoir de transformation sociale à l'échelle de l'Europe.

Ensemble, nous pouvons changer le monde.

RETRAITE non au mépris

Une majorité d'hommes et de femmes rejette la réforme des retraites. Grâce à la mobilisation des féministes, l'opinion publique partage l'idée que cette réforme des retraites va marquer un nouveau recul pour les femmes et que le gouvernement ose traiter ces questions par le mépris.

Quelle humiliation ! Ce gouvernement prétend tenir compte de la situation des femmes en portant un tout petit amendement : « Les femmes, ayant suspendu leur activité pour éducation des enfants, seront peut-être ou à peine indemnisées ! »

Les femmes sont légitimement en colère, alors ne lâchons rien, continuons de nous mobiliser sous d'autres formes, par voie de pétition, pour le soutien de la réforme proposée par les groupes républicains et communistes de l'Assemblée et du Sénat.

Nous exigeons immédiatement, sans compromis et sans négociation préalable :

- **le retrait du projet de réforme des retraites qui pénalise d'abord les femmes et les jeunes**
- **le retrait du décret de Nadine Morano sur les crèches et du plan de Luc Chatel supprimant les petites sections de maternelle, réduisant ainsi l'accueil collectif et public de la petite enfance**
- une retraite par répartition à 60 ans, à taux plein et au moins égale au SMIC, pour toutes et tous
- la suppression des mesures allongeant la durée des cotisations
- la suppression du système de décote
- le rétablissement, dans le secteur privé comme dans le public, des majorations de durée d'assurance pour corriger en partie les inégalités dans les droits à pension résultant des charges de famille.

Défendre la retraite, c'est aussi exiger :

- le rétablissement et l'augmentation des cotisations patronales de solidarité, (les exonérations de cotisations sociales accordées au patronat atteignent plus de 30 millions d'euros)
- et des cotisations sur l'ensemble de leurs dividendes.

Contre les inégalités au travail :

- l'égalité salariale, la mixité dans tous les domaines, un rattrapage et une revalorisation des écarts de salaires et de retraites partout
- une loi sanctionnant les entreprises contrevenant à la mise en œuvre de l'égalité. La transformation de tous les emplois précaires en CDI et des contrats partiels à temps complet pour celles et ceux qui le souhaitent
- le droit à une évolution de carrière et à une formation professionnelle continue, rémunérée et qualifiante, sur le temps de travail
- une réelle reconnaissance des qualifications, des certifications et des diplômes obtenus tout au long de la vie
- la prise en compte de la pénibilité physique et psychologique de toutes et tous et notamment dans les secteurs professionnels féminisés et les plus précarisés.

Élizabeth Ackermann



FEMMES IRANIENNES vivre libres et égales

Nous sommes révoltées par le sort réservé aux femmes iraniennes : violation des droits fondamentaux, mépris des libertés sociales et politiques, tortures, traitements dégradants, lapidations. La situation se dégrade, la répression s'amplifie et les mouvements politico-religieux sont au cœur de l'escalade de la violence envers tous les démocrates.

Ensemble, nous condamnons les privations de liberté qui ont cours en Iran, toutes les formes de répression à l'encontre des hommes et des femmes qui luttent pour une société libérée du joug du capitalisme et des discriminations sexistes.

Depuis trente ans, des milliers de femmes, sont victimes de violences d'État parce qu'elles sont femmes, militantes syndicalistes ou politiques. Malgré les pressions, les menaces, les sanctions, elles poursuivent et amplifient les mouvements de résistance.

C'est pourquoi :

le 4 février, au siège Conseil national du PCF

nous témoignerons de notre solidarité aux femmes et aux hommes d'Iran
qui veulent construire une société ouverte, démocratique et laïque

la soirée débutera à partir de 18h30

avec, dès 19 heures, des témoignages de féministes et de femmes d'Iran
pour éclairer sur les réalités et témoigner du courage des Iraniennes
qui, malgré les nombreuses pressions, agissent pour leurs droits

cette soirée sera suivie d'un spectacle et d'un buffet aux couleurs de l'Iran

elle se terminera aux alentours de 22h30

INFORMATIONS

IVG, contraception et droits des femmes

Le droit à la contraception, à la maternité choisie et à la maîtrise de son corps est avant tout une conquête des femmes permettant des droits égaux aux hommes et aux femmes. Et c'est pour cela que les mouvements féministes, les femmes, le PCF et d'autres organisations appelaient à manifester le 6 novembre à Paris pour le maintien de ce droit.

La gratuité pour les femmes et tout de suite, pour les jeunes filles, des moyens de contraception, le droit à l'interruption volontaire de grossesse et la mise en œuvre des moyens nécessaires à son application sont des enjeux immédiats.

Notre pays a connu la période des avortements clandestins dont les conséquences graves sur la santé des femmes sont maintenant largement connues.

En Europe et dans le monde, des millions de femmes ont encore recours à l'avortement illégal dans les pays qui l'interdisent ou qui ont des lois extrêmement restrictives sur l'IVG. L'obscurantisme, le déni du droit pour

les femmes à disposer de leur corps, la pratique de l'avortement clandestin provoquent de nombreuses victimes. Ainsi, à ce jour, près de 70 000 d'entre-elles meurent chaque année des complications d'avortements clandestins. Et c'est sans compter sur la détresse des femmes qui vivent ce moment dans des conditions déplorables.

Le droit fondamental des femmes à disposer de leur corps et à décider de leur maternité est un préalable incontournable pour que les femmes puissent disposer de leur personne, décider de leur vie privée et sociale.

Aujourd'hui, ce droit est toujours menacé par les lobbies anti-avortement. Mais il est également menacé par la fermeture des centres IVG dans les hôpitaux publics. Malgré la loi qui permet l'IVG jusqu'à 12 semaines, 5 000 femmes avortent à l'étranger faute de structures, de personnels hospitaliers et de moyens en France.

Pour que les lois s'appliquent réellement, il faut les assortir de moyens concrets et notamment arrêter de casser l'hôpital public !

CONTRACEPTION

Organisation de campagnes nationales d'information sur la contraception

Remboursement à 100 % sur ordonnance de tous les moyens contraceptifs.

Éducation sexuelle et contraceptive dans les collèges et les lycées.

Gratuité des moyens de contraception pour les jeunes filles

Infirmières dans les établissements scolaires, notamment dans le cas de la prescription de la pilule d'urgence.

IVG

Moyens budgétaires permettant une réelle application de la loi du 4 juillet 2001 :

- pour le fonctionnement des centres d'unités hospitalières qui pratiquent l'IVG
- pour la création de nouvelles unités spécialisées extra-hospitalières dévolues à la contraception, à l'IVG et à la prévention et pour la pratique de l'IVG médicamenteuse
- augmentation du forfait (220 euros) reconnu par la Sécurité sociale pour pratique de cet acte
- statut des personnels des centres IVG.

Reconnaissance du Mouvement national du *Planning familial*.

Moyens aux associations qui travaillent auprès des jeunes filles et des femmes sur le terrain de la contraception.

Campagnes publiques d'information sur ces questions.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

détection, politique de santé, action sociale

En France, une femme meurt tous les trois jours des conséquences des violences. 50 000 femmes sont violées chaque année. 10% des femmes vivant en couple subissent des violences.

En raison des sentiments de honte, de culpabilité, elles se réfugient souvent dans le silence. Traumatisées, elles souffrent de plusieurs maux. Les troubles psychologiques, psychosomatiques sont nombreux. La souffrance physique est aussi présente. Les violences causent de lourds préjudices à la santé des femmes. Le rapport Henrion de février 2001 révèle l'importance des séquelles traumatologiques et insiste sur les risques concernant la santé mentale.

Ces femmes ont besoin de l'intervention des professionnels de santé, qui doivent être en mesure de repérer leur difficulté à vivre et à mettre en mots leur émotion.

Ceux-ci se trouvent cependant encore souvent démunis devant ce type de public. C'est pourquoi un plan de formation adéquate et continue doit être mis en place.

Il est souhaitable d'ajouter aux plans régionaux de santé publique prévus à l'article L1411-11 du code de la santé publique, et qui comprend différents programmes considérés comme prioritaires, un programme de prévention, de dépistage précoce des violences à l'égard des femmes, d'assistance et d'aide à la reconstruction des victimes.

Après des années de luttes du CNDF, une loi a été votée en juin 2010. Comme nous l'avons souligné, cette loi n'est pas l'intégralité de la loi élaborée par le CNDF, mais c'est un premier pas. Ce premier pas, nous l'apprécierons vraiment dès lors que l'application de la loi 2010 sera réelle, ce qui n'est pas encore le cas.

C'est pourquoi le CNDF n'entend pas se retirer de l'action. Suite au rassemblement qui a eu lieu devant le ministère des Finances, exigeant les moyens de sa mise en œuvre, il met en place un comité de vigilance dans lequel siègeront des parlementaires comme Marie-George Buffet, Martine Billard, Odette Terrade, des magistrats, des personnels de santé, des militantes féministes, etc.

violences faites aux femmes : il faut veiller à l'application de la loi

Marie-George Buffet : question au gouvernement

Le 7 juillet dernier, la loi sur la prévention et la répression des violences faites aux femmes a été promulguée. Les associations de défense des droits des femmes et de promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes ont mis en place, le 25 novembre dernier, pour la journée nationale de lutte contre les violences faites aux femmes, un comité de vigilance.

Ce comité a pour but de vérifier que la loi est bien appliquée par le gouvernement. D'ores et déjà, dans le cadre de ce comité de vigilance, j'ai écrit au Préfet de la Seine-Saint-Denis pour l'interroger sur l'application de la loi dans notre département. J'ai également déposé une série de questions écrites aux différents ministres concernés, que vous trouverez ci-joint.

Il faut encore rester vigilant-e-s sur les points suivants :

- l'État doit garantir que l'ordonnance de protection soit prise dans des délais suffisamment courts pour répondre aux urgences (le décret d'application des premiers articles de la loi prévoit un délai de 15 jours, qui est beaucoup trop long)

- l'État doit signer des conventions avec les bailleurs de logements et les CROUS pour réserver des logements pour accueillir les femmes victimes de violences qui en auront besoin
- l'État doit accorder de droit des titres de séjour aux femmes étrangères victimes de violences (il faudra s'en assurer au cas par cas)
- l'État doit sensibiliser les élèves et les professeurs aux préjugés sexistes et aux violences contre les femmes dans les programmes scolaires et les IUFM
- l'État doit veiller à ce que les services publics de l'information et des médias prennent à bras le corps la lutte contre le sexisme et les violences
- l'État doit remettre trois rapports : deux avant le 31 décembre sur la création d'un observatoire des violences et un sur la formation des personnels susceptibles d'accueillir des femmes victimes de violences, et un avant le 31 juin sur les conditions d'application de la loi pour les ressortissantes algériennes.



AGENDA

bonnes fêtes à toutes et tous

4 février

de 18h30 à 22h30, rencontre, buffet, spectacle
en solidarité avec les femmes iraniennes
au siège du Conseil national du PCF

Tee-shirts *Égalité*

Il y en a encore.

N'en pas doutons pas, de nombreux rassemblements sont appelés à se dérouler
pour riposter à la politique du gouvernement.

Porter le tee-shirt *Égalité* peut être un bon moyen de rendre visible le combat
pour l'égalité des femmes et des hommes au sein du mouvement social.

Vous pouvez passer vos commandes auprès d'Élisabeth Ackermann
au 01 40 40 12 27 ou eackermann@pcf.fr

BON DE COMMANDE tee-shirts *Égalité*

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ tee-shirts - taille small à 10 euros = _____

_____ tee-shirts - taille large à 10 euros = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____